



Projet accompagnement Québec - Guatemala

Bulletin d'information bimestriel

no. 26, octobre-novembre 2000

... tue plus de 8000 personnes, apparition des escadrons de la mort, responsables de 30 000 morts 1972: La compagnie d'électricité du Guatemala, l'INDE demande à des intérêts étrangers d'effectuer une étude de faisabilité pour un projet de barrage, formation de l'EGP.

l'Armée de guérilla des pauvres. 1974: Le gouvernement guatémaltèque cherche des institutions pour financer le projet, la Banque mondiale se dit prête, même si

l'institution a de sérieux doutes quant à sa réussite. 1975: La BM publie un document critiquant le gouvernement du Guatemala, mais approuve quand même les fonds, la BID verse 77 millions US, le gouvernement verse 100 millions US, suit

DANS CE BULLETIN:

ÉDITORIAL p. 2

QUI VEUT LA HAUTE DES
UNIVERS DÉCIS? p. 2

BANQUE MONDIALE ET
MASSACRES p. 3

ACCOMPAGNEMENT DANS
LE CANTON p. 4

NOUVELLES DU GUATEMALA p. 5

NOUVELLES DU PAQG À
MONTRÉAL, QUÉBEC ET AU
SUD p. 8

PAGE ACTIONS



Éditorial



Le vent de violence automnal continue de souffler sur le Guatemala. Des intimidations, des assauts armés et des menaces sont constamment perpétrés à l'endroit des membres de la société civile. La cible par excellence de ces actes violents est constituée de tous membres actifs d'organisations travaillant pour la paix, pour le respect des droits de la personne, pour l'émancipation des groupes communautaires, sociaux ou syndicaux.

Il semble que la venue de Byron Barrientos comme ministre de la sécurité publique au sein du gouvernement d'Alfonso Portillo contribue grandement à la sophistication actuelle de l'appareil paramilitaire guatémaltèque. Les Comités de sécurité (voir les précisions dans la section *Nouvelles du Guatemala*) sont de plus en plus nombreux et bientôt dans tous les recoins du pays. On surveille, on espionne, on intimide... et on assassine.

Pour les deux derniers mois, pas moins de six personnes ont été victimes d'assassinats « politiques ». D'abord, depuis le 10 octobre dernier, jour de la marche paysanne regroupant 40 000 participants, on rapporte l'assassinat de cinq leaders du mouvement paysan guatémaltèque. Les paysans demandent à régler les

conflits reliés à la situation agraire. Problématique qui, rappelons-le, se situe au carrefour des principales revendications paysannes et causes du conflit qui perdure depuis plus de 40 ans. Ensuite, une avocate, conseillère juridique du Cabinet populaire de l'Université de San Carlos de Guatemala a également été retrouvée criblée de balles. Le groupe de femmes *Mujer Vamos Adelante*, quant à lui, a été pris d'assaut à la fin du mois d'octobre. C'est l'automne et il vente fort!

Le gouvernement actuel ne démontre aucune volonté politique d'enquêter, de dénoncer et de lutter pour la paix et la justice sociale. Au nom de la sécurité nationale, on terrorise la population et on élimine ceux qui s'expriment au sujet de la discrimination dont ils font l'objet. Dans le cadre de cette inquiétante situation et de la lutte contre l'impunité que poursuivent des organisations guatémaltèques, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala maintient ses actions solidaires et répand tant les bonnes que les mauvaises nouvelles...

Nous avons reçu deux femmes guatémaltèques invitées dans le cadre d'une tournée québécoise. Aura Elena Farfán, présidente du groupe des Familles des Détenu-es et Disparu-es du Guatemala (FAMDEGUA) et Gabriela Santos,

archéologue de la Fondation des anthropologues légistes du Guatemala (FAFG) ont sillonné les routes du Québec. Elles ont présenté une série de conférences extrêmement pertinentes à la compréhension du contexte socio-politique délicat dans lequel leurs groupes luttent contre l'impunité et tentent de rendre dignité aux victimes des massacres de la guerre.

Vous pouvez lire dans ce bulletin un intéressant témoignage d'une accompagnatrice de retour au Québec, obtenir un aperçu des dernières actualités socio-politiques guatémaltèques et mieux comprendre l'implication de la Banque mondiale dans un projet de développement mis de l'avant pendant la guerre.

Quant à nos prochaines activités, on prépare actuellement une formation pour la fin janvier. Avis aux intéressé-es!

On vous attend nombreux au party de Noël, tenez-vous au courant de la date et de l'endroit au cours des prochains jours... Joyeuses Fêtes et demeurez solidaires!

Eve Thomas
Coordonnatrice - PAQG

Qui veut la peau des universitaires?

par Caroline Dubé

Dans la matinée du 7 avril 2000, Mayra Angelina Gutierrez Hernandez, professeur au sein du département de psychologie de l'Université San Carlos, disparaissait. Depuis ce jour, nous ne savons ce qu'elle est devenue. La communauté universitaire est consternée. Superviseure de thèses à la Faculté, Mayra se préoccupait de plusieurs thématiques dont celles de l'analphabétisme, de l'éducation pour la paix, etc.

Avant son enlèvement, elle effectuait une recherche sur l'adoption illégale au Guatemala et découvrit quelques éléments très intéressants dont l'implication de militaires et d'avocats guatémaltèques dans ce dossier. Membre de la Commission universitaire de la femme, elle était une personne très engagée non seulement au sein de son travail mais également sur le plan social.

Deux hypothèses circulent quant à sa disparition. La première: un conflit amoureux, la seconde: un mobile politique.

Sa famille rejette complètement la première hypothèse. Selon plusieurs personnes, la seconde hypothèse, celle du mobile politique, demeure la plus valable étant donné le fait que Mayra, ainsi que sa sœur et son frère (disparus eux aussi, pendant la guerre civile), étaient impliqués au sein du Parti guatémaltèque du travail (PGT) pendant la guerre civile. Selon une autre hypothèse, le travail de recherche sur l'adoption illégale était peut-être très compromettant sur le plan politique puisque des membres du gouvernement pourraient, directement ou indirectement, être impliqués au sein de cette activité très lucrative! Donc, des gens hauts gradés avaient peut-être intérêt à éliminer les preuves.

L'histoire de l'Université San Carlos n'est pas très reluisante en ce qui concerne la disparition des membres de sa communauté. De fait, pendant les années 1931 à 1986, «400 professeurs» ont été assassinés. Pourquoi? Tout simplement parce que ceux-ci voulaient non seulement améliorer leurs conditions de travail mais également participer à la construction d'une société plus juste et plus équitable.

Assistons-nous, avec l'enlèvement de Madame Hernandez, à de nouvelles tactiques d'intimidation de la part des secteurs répressifs de l'armée? Ou est-ce pour éliminer les preuves, quelles soient matérielles ou humaines, trop compromettantes pour les gouvernants qui ont déjà été, ou qui sont actuellement, en place au Guatemala?

LA BANQUE MONDIALE EST-ELLE RESPONSABLE DE MASSACRES?

Pour de nombreuses communautés du Guatemala, le projet de barrage du *Rio Chixoy* est encore une plaie ouverte

par Roberto Nieto



Rabinal, c'est le nom d'une municipalité où se sont déroulés plus de 20 massacres au cours de la guerre. Les atrocités qui ont atteint ces communautés sont dorénavant des faits connus. On sait que des groupes paramilitaires et l'armée, dans des politiques mises sur pied par le gouvernement guatémaltèque, en sont les grands responsables. Ce qu'on dit moins souvent c'est que tous ces massacres ont eu lieu alors que de grandes institutions des pays du Nord donnaient leur appui aux gouvernements illégitimes de l'époque... Les cas de massacres survenus à Rio Negro en sont de bons exemples.

Pour comprendre une partie du contexte historique de l'époque, il convient de rappeler que les gouvernements militaires qui se sont succédés au pouvoir à partir de 1954 ont tous maintenus des relations solides avec tous les gouvernements du «premier» monde, ainsi qu'avec ses grandes institutions financières et commerciales. Les pires années de répression étatique se situent de 1970 jusqu'au milieu des années '80. C'est au cours de cette époque, entre 1975 et 1985, que la Banque mondiale et le Banque interaméricaine de développement décident de financer le «projet Chixoy» dans la municipalité de Rabinal, Baja Verapaz. Il s'agit d'un projet de barrage hydroélectrique sur la rivière Chixoy et dont le coût prévu était de 300 millions de dollars.

Les plans du gouvernement

À la fin des années '70, lorsque les habitants du village de Rio Negro prennent connaissance du projet, plusieurs décident de s'y opposer puisqu'il implique le déplacement forcé de leur communauté. Jusqu'à cette époque, cette communauté constituée d'une population de près de 800 habitants réussissait à se maintenir de façon autonome, par le biais de son agriculture, de la pêche et du commerce avec une communauté avoisinante, nommée Xococ.

Malgré les réticences locales, le projet de barrage est initié. Pour sa construction, les plans du gouvernement prévoyaient l'inondation d'une région de 50 km où vivaient à peu près 3 500 personnes qui allaient devoir se déplacer vers d'autres endroits. En juin 1978, le gouvernement déclare que la région sera classifiée «zone d'urgence» et un plan de l'Institut national d'électrification (INDE) promet de déplacer les gens vers des terres semblables ou meilleures que celles où se trouvent les habitants. Mais, l'INDE propose aux habitants de

Rio Negro un déplacement vers Pacux, une terre aride, dans des maisons qui ne satisfont pas les habitants de la communauté. «*Rio Negro était une communauté modèle dans la région, une des mieux organisées, une des plus prospères; ce sont des raisons pour lesquelles la communauté refusait de se faire avoir comme les autres*», note un témoignage recueilli par la Commission d'éclaircissement historique (CEH). Selon les informations recueillies par l'INDE à l'époque, ces raisons n'étaient pas les seules puisque le bassin qui devait être inondé recelait une cinquantaine de sites archéologiques d'importance datant de la période classique de l'ère maya, plusieurs de ces endroits représentaient des sites sacrés pour les Mayas-Achis de la région.

Résistance et répression

Une résistance locale s'organise et une des principales organisations de défense des paysans, le Comité d'unité paysanne (CUC), vient donner des cours d'alphabétisation et de droits humains aux villageois. De leur côté, les guérilleros de l'Armée de la guérilla des pauvres (EGP) se présentent dans la communauté pour donner des ateliers à contenance révolutionnaire. Tout cela pendant que les représentants du gouvernement continuent eux aussi de tenter de convaincre la communauté que le projet ira de l'avant peu importe l'opposition. De grandes sommes sont en jeu...

Les choses s'aggravent. Un jour, des agents de la Police militaire ambulante (PMA) arrivent dans la communauté en accusant certains de ses habitants de vol. Une montée de violence s'ensuit et un des membres de la communauté frappe un des policiers. Sept personnes de la communauté sont tuées par les balles des fusils des agents qui rétorquent. Les habitants sont sans armes mais frappent les policiers à nouveau et finissent par tuer l'agent responsable des meurtres, les autres s'enfuient. Suite à cet événement, les patrouilles de l'armée se font plus présentes et une plus grande répression militaire s'organise contre les habitants «rebelle» de Rio Negro. En 1981, des chefs communautaires disparaissent et, à la même époque dans la communauté avoisinante de Xococ, selon les témoignages recueillis par la CEH, 18 personnes sont assassinées.

Les groupes se font diviser par la force. Le gouvernement pousse les habitants de la communauté Xococ à former des groupements paramilitaires pro-gouvernementaux et ces

derniers commencent à entreprendre des actions de répression et d'intimidation contre les habitants de Rio Negro: ils sont obligés de montrer leur fidélité au gouvernement par des actions «exemplaires». L'armée finit par prendre le contrôle de Xococ et commence à y exercer son influence. Les habitants de Xococ mettent sur pied des Patrouilles d'autodéfense civiles, des PAC, et ordonnent à 150 habitants de Rio Negro de leur remettre leurs cartes d'identité nationales, un geste illégal d'intimidation. Le 13 février 1982, soit une semaine après, 74 habitants de Rio Negro vont à Xococ pour réclamer leurs documents, mais c'est par des balles de fusils que répondent les PAC: 74 personnes sont assassinées.

Ceci se déroule alors que la politique contre-insurrectionnelle du gouvernement guatémaltèque devient une campagne terroriste bien organisée. En mars 1982, le général Rios Montt prend le pouvoir. En juin, il met de l'avant son plan «des fèves et des fusils», dont l'objectif est d'utiliser des stratégies apprises au Vietnam, encouragées par les États-Unis.

À Rio Negro, les prochains mois sont sanglants. En mars, 15 PAC de Xococ et 12 membres de l'armée s'y rendent en cherchant les hommes du village. Ces derniers ne sont pas sur les lieux. Les PAC appellent les habitants à une réunion et se mettent à saccager les maisons. Ils forcent ensuite certaines femmes à danser avec eux, les violent et, avec les enfants, les amènent vers la montagne.

Un massacre d'une horreur indescriptible a lieu. La plupart des victimes sont lancées dans une fosse, certaines encore vivantes. Vers cinq heures de l'après-midi, les tueurs terminent leur tâche macabre et prennent le chemin du retour avec 19 enfants «capturés» de Rio Negro. Ces derniers serviront d'esclaves à Xococ; parmi eux Jesus Técu Osorio, aujourd'hui un des témoins clé dans toute cette histoire.

Actuellement, nous savons que 177 personnes ont été tuées ce jour-là: 70 femmes et 107 enfants. Tous des civils non armés. Malheureusement, ces événements ne signifiaient pas la fin de la répression qui s'abattit contre les gens de Rio Negro. Au cours des années subséquentes d'autres massacres eurent lieu. Ils témoignent de la campagne des massacres systématiques visant l'extermination de la communauté.

» suite en page 7



ON NE REVIENT PAS DU GUATEMALA COMME ON ÉTAIT LORSQU'ON Y EST PARTI...

par Isabelle Lavoie



Il y a maintenant un peu plus de deux mois que j'ai foulé le sol de l'aéroport de Dorval, de retour de mon séjour en terre guatémaltèque. Deux mois de retrouvailles avec mes proches, deux mois chargés de renouveau (rentrée universitaire, retour aux activités communautaires et sportives, nouveaux défis). Mais deux mois aussi à repenser à tout ce que j'ai vécu du début juin à la fin août, deux mois à m'impregner de tout ce que j'ai vu, entendu, senti en tant qu'accompagnatrice, deux mois à intégrer les divers apprentissages réalisés.

«Comment ça s'est passé ton voyage au Guaté, Isabelle?»

Difficile de répondre en quelques phrases ou en quelques lignes à cette question qu'on m'a fréquemment posée à mon retour. En peu de mots, je dirais que ce fut un séjour très intense, très enrichissant. Ce que j'ai fait là-bas? Eh bien, après une semaine passée au cœur de la pittoresque ville de Xela à étudier l'espagnol dans une école de langue, à me promener et à loger avec une famille sympathique, je suis revenue à la capitale où, pendant quelques jours, j'ai bénéficié d'une formation fort intéressante dispensée par Marc, notre coordonnateur au Sud, portant sur l'accompagnement en général et sur le cas plus spécifique de la *Denuncia*: il s'agit de la dénonciation du régime Lucas García (voir le bulletin no. 24) faite par dix communautés des régions de l'Ixcán, du Triangle Ixil (Quiché) et de Rabinal (Baja Verapaz) qui accusent l'ancien dictateur, ainsi que le ministre de la Défense et le chef de l'État-major de son gouvernement, d'être les auteurs intellectuels des massacres ayant dévasté leurs villages entre octobre '81 et mars '82.

Succédant à Christian Fournier (voir son article dans le bulletin no. 24), *acco* de janvier à juin 2000, j'ai accompagné, en compagnie d'une Française et plus tard d'un Allemand, les deux communautés de l'Ixcán ayant participé à la *Denuncia*, Cuarto Pueblo et Santa María Tzeja, situées au nord du Quiché. Ainsi, entre la mi-juin et la mi-août, nous avons séjourné en alternance dans ces deux communautés, y assurant non seulement une présence mais également un lien entre les gens de l'endroit et certaines organisations œuvrant en faveur des droits de la personne au Guatemala: le Centre d'action légale

pour les droits humains (CALDH, qui travaille en étroite collaboration avec les témoins ayant pris part à la *Denuncia*) et la Mission spéciale de vérification des droits humains des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA).

Nous avons assisté à diverses réunions tenues au sein de la communauté et avons, dans le cadre de discussions formelles ou non, mais toujours captivantes et émouvantes, écouté les craintes et les espoirs de la population. Nous consignions les faits saillants de ces divers événements dans des rapports écrits.

À Cuarto Pueblo, la tension résultant de la division des gens entre, d'un côté, l'Association de défense des droits humains de la région de l'Ixcán (ADDHAI) et ses supporters et, de l'autre, les quelques membres et divers sympathisants du Comité de *Amistad*, lié à l'armée, était encore bien présente et palpable. En raison du fait qu'une base militaire se trouve à quelques kilomètres de la communauté et que des ingénieurs de l'armée poursuivaient des travaux de construction d'un tronçon reliant la communauté et un village voisin, des militaires circulaient régulièrement autour et dans la communauté. Un jour, quelques militaires se sont adressés à mon collègue *acco*. Le ton fut poli et calme. À une autre occasion, par contre, notre autre collègue trouva l'attitude des militaires à son égard plutôt rigide. Il nous a semblé voir une augmentation du nombre de militaires circulant près de la communauté lors de notre séjour.

En ce qui concerne l'intimidation exercée envers les témoins, il y a le cas d'un parent de témoin qui, au début du mois de juillet, est venu dans la communauté élégamment vêtu pour rendre visite à l'un d'entre eux. Comme la personne recherchée était alors partie travailler au champ, l'homme est allé chez le père du témoin et lui a dit qu'il avait des «choses à régler» avec son fils. On n'eut plus, par la suite, de nouvelles de cet homme. Cependant, à la fin du même mois, un témoin fut attaqué par trois jeunes gens alors qu'il se trouvait sur sa terre. Avant de partir, les trois visiteurs impromptus lui ont laissé savoir qu'ils comptaient revenir. Ce genre d'événements a pour effet d'accroître l'anxiété chez les témoins. À l'instar des témoins de Santa María Tzeja, les habitants de Cuarto Pueblo ont continué de se préparer en rencontrant

l'enquêteur de CALDH et en participant à un atelier présenté par des avocats du même organisme en vue de donner leur témoignage devant un magistrat du ministère des Affaires publiques.

Nous n'avons pas été mis au courant d'aucun *asalto* pendant notre période d'accompagnement. Le 6 août, nous avons eu le privilège d'assister à l'inauguration du monument commémoratif pour les victimes du massacre survenu en '82 et ayant causé la mort d'approximativement 350 habitants de la communauté. Événement solennel et chargé de signification pour plusieurs qui s'est terminé par une fête, touche de joie et d'espoir après une cérémonie lourde en souvenirs.

Pour ce qui est de Santa María Tzeja, les témoins nous ont confié leur inquiétude de voir régulièrement des patrouilles policières accompagnées de soldats circuler dans la communauté. Par contre, il nous a semblé que ces allées et venues s'inséraient dans un projet du gouvernement ayant pour but de solidifier la sécurité des communautés. Dans le dossier chaud (!) du magasin de la coopérative ayant brûlé à la mi-mai, une ébauche du budget prévu pour la reconstruction a été présentée en juillet. On cherche activement des bailleurs de fonds tandis que se poursuit l'enquête visant à faire la lumière sur ces événements. Un *asalto* fut évité sur la route menant à la communauté. En effet, le 4 juillet au matin, un homme aperçut au loin, à bord de son pick-up, des assaillants. Il fit demi-tour et appela la police qui rapidement arriva sur les lieux et localisa les délinquants.

Dans les deux communautés, au fil des conversations, nous nous sommes imprégnés de l'obscur passé des témoins et de leurs familles. En écoutant les gens, je fus tenaillée par la réflexion suivante, toujours récurrente: «*Ils ont bel et bien vécu tout ça ?!*» Divers projets de développement en réalisation sont venus me rappeler un proverbe chinois qui dit que *toutes les fleurs de l'avenir sont dans les semences d'aujourd'hui...*

À la suite de ces semaines d'accompagnement, mes neuf derniers jours dans l'Ixcán furent pour moi particulièrement marquants: j'ai alors accompagné une équipe d'anthropologues du Centre d'analyse légiste et de

>> suite au bas de la page 7

Nouvelles du Guatemala

Noticias del Sur

[Octobre-novembre 2000]

UNE ORGANISATION PAYSANNE CONDAMNE L'ASSASSINAT DE DEUX DIRIGEANTS PAYSANS

Le 10 octobre dernier, 40 000 paysans ont occupé pendant six heures des tronçons des principales routes du pays, pour demander une solution aux problèmes agraires et de travail dont ils souffrent. À cette mobilisation ont également participé des villageois, des défenseurs des droits de la personne et des syndicalistes. Le dirigeant de la *Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas* (CNOC) a indiqué que les autorités se moquaient souvent des marches paysannes, ce pourquoi, à cette occasion, la stratégie avait été modifiée. «*Peut-être qu'en bloquant les routes, ils vont nous écouter*», a-t-il mentionné. Les rapports venus des lieux où se sont tenues les occupations soulignent que les paysans avaient installés des planches cloutées pour empêcher la circulation des véhicules, en plus d'ériger des barricades auxquelles ils ont mit le feu. Selon un membre de la CNOC, les revendications ne sont pas nouvelles, elles demandent la résolution de quelques 390 conflits qui perdurent. De plus, ajoute le dirigeant, on demande au gouvernement d'obliger les propriétaires de fermes à appliquer les droits du travail pour les paysans, le paiement du salaire minimum et une politique de développement rural consensuelle. (Cerigua, 10.10.2000)

La suite des événements a cependant pris une tournure tragique. Quelques jours après la marche, le huit novembre dernier, deux des dirigeants de la CNOC ont été assassinés à Sayaxché, au Petén. La CNOC a dénoncé ces actes devant les communautés nationale et internationale. La CNOC, à travers un communiqué de presse, mentionne qu'Andrés Cucul et Mateo Caal furent criblés de balles la nuit du cinq novembre dans leurs demeures situées à la finca Flor de Selva, de Sayaxché. et assure que les victimes avaient été menacé de mort par les gardes du corps d'un grand propriétaire terrien. L'organisation paysanne signale qu'en

moins d'un mois, cinq dirigeants ont été assassinés. Elle fait savoir que le gouvernement et les secteurs reliés au pouvoir démontrent une attitude contraire à celle manifestée lors d'une réunion tenue à la suite des journées de marches paysannes, alors qu'ils disaient avoir la volonté politique de solutionner les demandes présentées. L'organisation paysanne rend responsables le gouvernement et les secteurs conservateurs agricoles de la nouvelle escalade répressive contre le mouvement paysan, pour laquelle elle exige des autorités l'éclaircissement des faits et l'application de la loi. (8.11.00, AC)

ASSASSINAT D'UNE AVOCATE: DES ORGANISATIONS DEMANDENT UN ÉCLAIRCISSEMENT

Le procureur des droits humains Julio Arango Escobar a exigé des autorités une enquête exhaustive sur l'assassinat de l'avocate Maura Ofelia Paniagua Corzantes, conseillère juridique du Cabinet populaire de l'université de San Carlos de Guatemala, abattue par des inconnus à la porte de son domicile. Le climat d'insécurité qui s'ins-talle dans la capitale guatémaltèque est de plus en plus inquiétant, de dire le magistrat. Et il rappelle que le gouvernement a l'obligation de garantir la vie et la sécurité des citoyens. De son côté, Lesbia Tebalan, au nom de l'Association des juristes guatémaltèques, a exprimé sa préoccupation face à ce nouvel acte de violence et dit que des événements comme celui-ci font reculer le pays à l'époque des pires répressions des années 1980. Selon la juriste, Mme Paniagua était chargée de cas de violence familiale, ce pourquoi elle demande que la justice entame les enquêtes adéquates pour que le cas ne se transforme pas en une autre affaire d'impunité. Le président du Collège des avocats a condamné l'attentat «*comme nous condamnons toutes les offenses subies par quelque Guatémaltèque que ce soit, mais encore plus fermement dans ce cas-ci pour avoir été dirigé contre une professionnelle de la loi et une femme.*» Il a demandé aux

autorités concernées une enquête effective. Pour l'Alliance contre l'impunité, l'attentat s'inscrit dans le climat d'insécurité et de violence que vit le pays, que le gouvernement central n'a pas résolu. De la même manière, l'Alliance affirme que cela se rattache aux agressions dont est l'objet le mouvement social organisé, comme l'effraction de bureaux, la filature d'activistes et les menaces directes. L'Alliance en appelle aux gouvernements étrangers et à la solidarité internationale afin de faire pression sur le gouvernement du Guatemala pour qu'il s'acquitte de ses obligations et garantisse pleinement la sécurité et les droits des citoyens. (31/10/00, AC, CH, PL, SV, EP)

HARCÈLEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ORGANISÉE

Le 24 octobre dernier, cinq hommes ont assailli le siège du groupe *Mujer Vamos Adelante* (MVA, Femmes allons de l'avant), situé dans la ville de Guatemala, où ils ont volé trois ordinateurs, un téléviseur, un vidéo et dépouillèrent de leurs bijoux les employées, deux dirigeants communautaires de Baja Verapaz ont dénoncé les menaces et les actes d'intimidation de la part d'ex-militaires engagés par le maire, à la suite des protestations paysannes récentes. L'ambassade des États-Unis a déploré le vol et l'agression violente perpétrés aux bureaux de l'association MVA. L'ambassade considère que l'organisation effectue un travail courageux afin de combattre le problème récurrent de violence contre les femmes guatémaltèques, et condamne cet acte lâche d'agression. Dans son communiqué, l'ambassade ajoute aussi: «*nous notons avec inquiétude une augmentation d'actions criminelles contre les organisations de la société civile.*» D'autre part, des membres du Mouvement citoyen pour la justice et la démocratie ont effectué une nouvelle vigile, ce même mardi 24 octobre, cette fois-ci face à la Cour suprême de justice, pour demander d'accélérer les procédures en vue du procès de 22 députés du Front Républicain du Guatemala (FRG) accusés d'avoir altéré la loi de l'impôt sur l'alcool. L'Association des

étudiants universitaires, l'Alliance contre l'impunité, la Fondation Myrna Mack, la Fondation Rigoberta Menchú, le Centre d'études, de recherches et de fondements pour l'action sociale (CEIBAS) et le Centre d'action légale pour les droits humains (CALDH) ont participé conjointement à cette action.

La section de défense de la femme, du Bureau du Procureur des droits humains a remis la «Déclaration de Santiago de Coatepeque» au Président Alfonso Portillo. Celle-ci représente le résultat du Premier congrès de la femme, célébré dernièrement à Coatepeque, Quetzaltenango. Mme Esperanza Calvo, secrétaire de la section de défense de la femme à Retalhuleu rapporte que cette déclaration intègre les principales pétitions des femmes. Environ 300 femmes ont marché du bureau du Procureur des droits humains jusqu'à l'Assemblée des députés et la demeure du président, afin de remettre le document. Les manifestantes ont exprimé leur mécontentement parce qu'elles ont été ignorées par l'Assemblée, où on ne leur a même pas permis d'entrer. En plus des demandes des femmes, il y a les pétitions des habitants des villages, des paysans, des syndicalistes et des organismes des droits humains, que le président Alfonso Portillo a ignoré et n'a pas pris au sérieux. (Cerigua, 10/10/00)

**RESPECT, JUSTICE ET
ÉGALITÉ EXIGÉS PAR DES
FEMMES**

Des organismes représentant des femmes ont participé à la marche «Guatemala équité 2000» le jeudi 14 octobre, dans le cadre de la Marche mondiale des femmes. À cette occasion, elles ont exigé la fin de la pauvreté et de toutes les formes de violence, de discrimination, d'oppression et d'exploitation dont elles sont victimes, de vouloir vivre dans un monde meilleur, basé sur des rapports de respect, de justice et d'égalité. Une des demandes principales des femmes consiste, entre autres, à ce que l'État applique les accords établis dans les plans nationaux et internationaux, à savoir la Politique nationale pour l'amélioration et le développement des femmes guatémaltèques et le Plan d'équité d'opportunités 1998-2001, ainsi que la Loi pour la dignité et l'amélioration intégrale des femmes et l'Entente sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre la femme.

Aussi, les femmes ont demandé que l'Assemblée de députés et le système judiciaire s'occupent de façon responsable et efficace des problèmes oubliés concernant la famille, la violence envers les enfants, la vio-

lence familiale, la non-application des pensions alimentaires des enfants, l'inceste, le harcèlement, la violence sexuelle, la prostitution forcée ainsi que l'application des lois qui assurent l'égalité de l'accès à l'emploi avec des salaires représentatifs et justes. (ceg, 1-7/10/00)

**FIN DE L'EXHUMATION DU
CIMETIÈRE CLANDESTIN DE RÍO
SECO À HUEHUETENANGO**

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) en coordination avec la Fondation des anthropologues légistes du Guatemala (FAFG), a terminé les travaux d'exhumation d'un cimetière clandestin dans la communauté d'Aguacatán, Huehuetenango le sept octobre dernier, où onze personnes ont été massacrées par un bataillon de l'armée sous le gouvernement du général Romeo Lucas García. Mario Polanco dirigeant du GAM, a rapporté que le 26 février 1982 plusieurs soldats sont entrés dans la communauté et ont encerclé la maison de la famille de Raimundo Rodríguez, où se trouvaient onze personnes. Parmi eux, une femme enceinte et sept enfants, tous ont été massacrés. (Ceg, 5-11/10/00)

**RÉSULTATS D'ENQUÊTE
DONNÉS AUX VICTIMES
DE MASSACRES**

À la fin de la première semaine de novembre, pendant une activité initiée par une cérémonie maya, le Centre d'études et d'éducation populaire du prêtre Hermógenes López (CEPAHER), a remis aux habitants du village de Pacux à Rabinal, Baja Verapaz, le document nommé «On est en train de repousser». Ce rapport contient de l'information recueillie auprès des survivants d'une série de massacres qui se sont produits dans les années '80 et pour lesquels sont responsables des militaires, des Patrouilles d'autodéfense civiles et des agents de sécurité de l'armée. Ces massacres visaient à anéantir la contestation des habitants du village de Rio Negro à Rabinal, qui ne voulaient pas céder leurs terres pour la construction d'un barrage hydroélectrique. Les deux documents qui relatent l'histoire de Rio Negro, avant, pendant et après la construction du barrage, ont été remis par le directeur de CEPAHER, Rael Najera et Eddy Chinchilla, conseiller juridique de ce centre, au président de l'Association de développement de Pacux, Carlos Chen. À cette occasion, Chen a exprimé

ses remerciements et son désir de continuer à travailler pour le développement économique et social de sa communauté. À cet événement, ont participé des invités comme le curé de Rabinal et des membres de l'organisme Rights Action, lequel a financé la plupart de ce travail. (FD, 02/11/00)



**LE MINISTÈRE DE LA
SÉCURITÉ PUBLIQUE CRÉE DES
BRIGADES DE SÉCURITÉ**

Le 13 octobre, le Ministre de la sécurité publique, Byron Barrientos, a rendu public un projet visant la mise sur pieds d'un plan pilote de brigades de sécurité civile, qui a débuté dans la municipalité de Santiago Sacatepéquez, circonscription de Sacatepéquez et qui bientôt s'appliquera dans tout le pays. Au moins 200 hommes sont déjà organisés à Santiago Sacatepéquez. On les identifie par leur chandail bleu marin contenant des lettres blanches et par le matériel de type militaire qu'ils portent.

Cette mesure est contestée par des membres des organismes de défense de droits humains, qui croient que ces brigades sont une nouvelle version des anciennes Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), qui ont fait partie de la lutte contre-insurrectionnelle des années '70 et '80. Karen Fischer, dirigeante de l'Alliance contre l'impunité et le député Carlos Mejía, du parti de l'Alliance Nueva Nación ont manifesté que cette mesure violait les accords de paix.

CIA
APPROVED FOR RELEASE
DATE FEB 1998
 THE FOLLOWING ~~GUATEMALAN COMMUNIST AND TERRORISTS~~
 SECRETLY BY GUATEMALAN AUTHORITIES ON THE NIGHT
 OF [REDACTED]
 VÍCTOR MANUEL GUTIERREZ GARBÍN, LEADER OF THE PR
 N EX LE [REDACTED]
 FRANCISCO "PACO" VÍASO GRANADOS, FROM NENT QUATE
 AND A LEADER OF THE 13 NOVEMBER REVOLUT ONARY NOV
 PRILLA ORGANIZATION HEADED BY MARCO ANTONIO YON S
 CARLOS BARRILLAS SOSA (ALSO KNOWN AS CARLOS SOSA
 THER OF YON SOSA)



C'est en septembre, soit après sept mois de massacres que la campagne macabre se termine.

Le prix du développement...

Dès janvier 1983, on commence à remplir le bassin du barrage et, peu après, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement reprennent le financement du projet. Des centaines de millions sont transférés dans les poches de gouvernements non-élus, à ce moment-là, celui de Rios Montt. Les sommes investies jusque-là ne sont cependant pas assez grandes pour terminer le projet. Le financement continuera donc jusqu'à ce que la somme estimée de 1,2 milliard de dollars soit atteinte,... selon certains, elle atteint 2,5 milliards!

Le projet laisse derrière lui une catastrophe faite de main humaine pour laquelle personne n'a vraiment été trouvé coupable. En tout, 440 personnes ont été massacrées à Rio Negro. Le projet de barrage démontre qu'une entreprise de grande envergure a été conçue sans la consultation des populations locales en étant financé par le «premier» monde à travers ses institutions donatrices, soit la BM et la BID, plaçant ces dernières en relation d'appui à un régime militaire qui est responsable de génocide. Comme si cela n'était pas assez, le projet est considéré aujourd'hui comme une faillite au plan technique: les sédiments s'amoncellent dans le bassin et il y a des problèmes

constants de production énergétique. Certaines personnes pensent que le barrage ne survivra pas plus de 20 ans. En rapport aux coûts associés au projet: en 1991, 45% de la dette guatémaltèque provenait du projet, et en 1995, 51% des revenus étaient consacrés au paiement de cette dette. Les habitants déplacés, ayant survécu aux massacres, vivent encore dans une pauvreté extrême.

Justice!

Étant donné la guerre et toute la répression qui l'accompagnait, ce n'est qu'en 1993 que des voix courageuses ont commencé à dénoncer publiquement les crimes et les atrocités du passé. Les survivants des massacres de Rio Negro ont formé leur propre organisation de droits humains, une organisation du nom de ADIVIMA, et ils ont demandé l'exhumation de la fosse où se trouvent les restes des 177 personnes du massacre du 13 mars 1982. Les voix qui s'élèvent aujourd'hui demandant que justice se fasse proposent que les institutions «responsables» démontrent leur volonté de réparer les dommages. Il s'agit de la campagne des réparations qui est aujourd'hui appuyée par le groupe Rights Action (anciennement Guatemala Partners). Une des premières demandes est que les Nations-unies, à travers Mary Robinson, la Haut-commissaire pour les droits humains, entreprenne une enquête sur le rôle de la BM dans cette affaire et, s'il y a lieu, que des accusations de complicité avec un génocide soit portées contre l'institution. La bataille pour demander des rétributions de la

part de la BM et de la BID ne s'est pas rendue loin jusqu'à ce jour...



Au cours du mois d'avril 2000, Carlos Chen, un des survivants de Rio Negro qui se trouvait parmi les enfants capturés en mars '82, a effectué une tournée des États-Unis pour demander aux membres de la BM des réparations justes. Jusqu'à présent, la BM répond qu'elle considère avoir agi de façon responsable étant donné qu'elle a fait pression sur le gouvernement guatémaltèque pour que ce dernier «répare» ses problèmes. En 1999, ce dernier a acheté des terres agricoles pour les habitants de Rio Negro, des terres très éloignées sur un territoire qui corresponnd au tiers de celui sur lequel ils se trouvaient. La BM maintient qu'elle cherche continuellement des moyens «d'aider», à l'intérieur des cadres d'opération qui existent dans son programme d'appui au gouvernement du Guatemala... Ceci, dit la BM, permet de financer le processus de paix et plusieurs programmes de lutte contre la pauvreté.

Tout cela représente peu de choses pour les survivants de Rio Negro considérant tout ce qu'ils ont subi. Ils demandent donc que la BM accepte une responsabilité dans toute la chaîne des événements qui ont mené aux massacres. Cela serait un vrai début selon les gens de Rio Negro.

(Pour plus d'informations consulter le site web: www.rightsaction.org)

voir la page ACTIONS

>> suite du texte *On ne revient pas...*

sciences appliquées (CAFCA) lors d'une exhumation réalisée à Santa Maria Tzeja, justement. Ce fut particulièrement significatif pour moi de me retrouver de nouveau dans l'une de «mes» communautés, auprès de gens qui me sont devenus très chers. Armés de pioches, de pelles et bêches, nous avons creusé, sous un soleil ardent et sans rien trouver, 164 pozos (puits).

Malgré mon désir profond de rester jusqu'au terme de l'excavation du territoire délimité, j'ai dû regagner la capitale, l'heure de mon vol de retour au Canada se faisait imminente. J'ai su cependant par la suite que les recherches demeurèrent vaines jusqu'à la fin. Il faudra donc reprendre encore une fois des démarches d'amplification de la zone autorisée. Tant que les corps n'auront pas été déterrés, l'homme dont la femme, la mère, le fils et les trois filles sont soudainement disparus ce sinistre jour du mois de février 1982 -un homme d'une bonté et d'une sagesse sans pareilles- continuera à avoir les yeux dans l'eau en parlant de ce que qui s'est passé...

On ne revient pas du Guatemala comme on était lorsqu'on y est parti...

En fait, toute expérience humaine, qu'elle soit courte ou longue, qu'elle se déroule à deux coins de rues ou à des kilomètres de chez soi, nous modifie, nous enrichit, nous revitalise, nous fait réfléchir. Mais je dois dire que l'expérience vécue au Guatemala fut pour moi des plus fertiles en apprentissages: j'en suis revenue avec une force renouvelée afin de me tenir plus que jamais debout, à l'instar de tous ces gens tellement courageux que j'ai vu lutter pour un Guatemala plus beau, devant l'injustice. J'y ai continué d'apprendre, par contre, à me protéger dans ce que je fais et d'être capable d'établir mes limites. Au contact des autres *accos* et des gens avec lesquels nous collaborions, j'ai travaillé sur le fait de laisser aux autres la place qu'il leur revient et sur celui de répondre de mes actes en laissant les autres répondre des leurs. Parallèlement à cela, j'ai aussi senti une fois de plus l'importance de demander conseil aux autres et de me laisser le droit à l'erreur. J'ai amélioré l'établissement de mes priorités en ce qui concerne mes rela-

tions interpersonnelles. En outre, j'ai obtenu d'autres preuves que le processus est plus important que le résultat, que l'union fait la force et que la vie est précieuse parce que fragile. J'ai trouvé difficile le fait de vivre continuellement dans la crainte, de devoir peser les paroles proférées et mesurer les gestes posés en public; une réalité quotidienne et ce, depuis des années, pour nombre de Guatémaltèques.

Devant les innombrables menaces, enlèvements, disparitions, assassinats qu'apporte là-bas chaque jour qui se lève puis se couche, je me dis que *no hay cosa oculta que no venga a descubrirse* (qu'il n'y a rien qui soit caché qui ne sera découvert), comme nous le rappelle le titre d'une pièce de théâtre écrite par un ancien *acco* et montée par les jeunes de Santa Maria Tzeja.

En lien avec tous les amis que j'ai laissés au Guatemala et, plus largement, avec toutes les personnes touchées par les atrocités de la guerre civile ayant dévasté le pays, j'essaie de continuer ici à apporter un peu de bonne terre au jardin de la paix.

¿ QUÉ PASA EN EL PA ?

PROCHAINES ACTIVITÉS

Une assemblée des membres aura lieu le 20 janvier (le local n'est pas encore réservé). Un party est en voie d'organisation pour décembre, on vous tient au courant... Après des semaines très occupées, le mois de décembre sera un peu plus calme. Pour les hyperactifs, il y a toujours plusieurs activités militantes intéressantes qui se déroulent à Montréal. Une liste d'activités militantes de tous genres est disponible sur le net, par le biais de *L'agenda militant*. Pour le recevoir, envoyez un «subscribe» à : requests@lists.nothingness.org.

PAQG AU SUD

Marc déménage dans de nouveaux locaux. Une *fiesta de despedida* est organisée pour saluer ses voisins après quoi il prendra sans doute des vacances...

PAQG À QUÉBEC

Après une absence d'activité pendant l'été au PAQG-Québec, beaucoup de choses se sont passées pendant les deux derniers mois: conférence de Aura Elena Farfán, participation à la Journée de solidarité Nord-Sud du Musée de la Civilisation, soirée d'information sur le PAQG au Café Humani-Terre de Québec, sans oublier les conférences avec Gabriela Santos. Le PAQG-Québec a sensibilisé des centaines de personnes grâce à tous ces événements. Merci à Marie-Hélène Côté et à Eve Thomas pour les traductions effectuées lors des conférences!

Depuis quelques jours, c'est le calme au PAQG-Québec et il n'y aura probablement pas d'autres activités avant Noël. Il y a beaucoup de correspondance à faire avec de nouveaux membres du PAQG-Québec, des rencontres individuelles avec des gens intéressés à aller faire de l'accompagnement au Guatemala. L'énergie du PAQG à Québec se consacrera à ces nouvelles personnes intéressées...

NOUVELLES D'ACCOMPAGNATEURS

Retours: Julie Galipeau est revenue à Montréal vendredi le 1^{er} décembre. Au Sud, une des dernières arrivées au Guatemala, Elsa Beaudry a commencé son accompagnement après presque un mois de cours de langue; elle a quitté le Québec au milieu du mois d'octobre. Mathieu Cook, au Guatemala depuis un certain temps, est avec elle à Rabinal. Maève récupère d'un virus qui était moins grave qu'on ne le croyait au départ. Prompt rétablissement! Julie Desnoyers se rend à un enterrement à Alta Verapaz; Sandy Tremblay ira peut être au Huehuetenango dans les prochains jours.

PROCHAINS DÉPARTS

François Doré et Lydia Bertrand-Siebert préparent un départ qui sera d'ici février 2001.

FORMATION

La prochaine formation aura lieu du 26 au 30 janvier prochain. Quelques personnes désiraient y participer cet automne, mais tous n'étaient pas disponibles en novembre ou décembre.

REMERCIEMENTS!

Le PAQG tient à remercier le Fond de développement démocratique du CECI. Grâce à ce fond, les membres et collaborateurs du PAQG peuvent poursuivre contre vents et marées leur travail de solidarité avec le Guatemala. Le PAQG tient également à remercier tous les gens ayant contribué à la réussite de notre tournée «Les femmes et la lutte contre l'impunité». Plusieurs membres et organisations de solidarité de différentes régions ont offert temps et hospitalité à nos deux invitées et à l'organisation de leurs conférences... Merci à Christian Fournier, à Mary Ellen Davis, à Lesvia Vela, à Stéphanie Tardif et Charles Gaucher et à tous les groupes solidaires.

Devenez membre!

Appuyez concrètement les activités du Projet accompagnement Québec-Guatemala. Pour 10\$ vous recevrez ce bulletin 6 fois par année. C'est à peu près la seule

source d'information régulière, en français, à se consacrer au Guatemala. Envoyez-nous un chèque au nom de: CRNV, Projet accompagnement Québec-Guatemala

Nom: _____
Adresse: _____ Code postal: _____
Tél.: (maison) _____ (travail) _____ Courriel: _____

CE BULLETIN D'INFORMATION A POUR OBJECTIF DE VOUS INFORMER SUR LA SITUATION AU GUATEMALA, AINSI QUE SUR LES ACTIVITÉS DU PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA. NOUS ENCOURAGEONS TOUTE PERSONNE INTÉRESSÉE À AGIR EN SOLIDARITÉ AVEC LE GUATEMALA À NOUS CONTACTER.



LE PAQG EST UN GROUPE QUI OFFRE UN APPUI AUX POPULATIONS AUTOCHTONES AYANT SURVÉCU À LA RÉPRESSION DES 36 ANNÉES DE GUERRE. LE TRAVAIL DE SOLIDARITÉ DU PAQG EST LE RÉSULTAT DE LIENS ENTRE DES ORGANISATIONS DE DROITS HUMAINS AU GUATEMALA ET UN DÉSIR D'OFFRIR UNE FORME D'APPUI DE LA PART DE GENS CONCERNÉS AU CANADA.

LE TRAVAIL DU PAQG COMPREND 4 VOLETS: ACCOMPAGNEMENT PHYSIQUE AU GUATEMALA, SENSIBILISATION ET ÉDUCATION AU QUÉBEC, ACTIONS URGENTES ET PRESSIONS POLITIQUES.

ONT PARTICIPÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO:

TEXTES: EVE THOMAS, CAROLINE DURÉ, ISABELLE LAVOIE, ROBERTO NIETO, STÉPHANIE TARDIF

NOUVELLES: HENRI MONROY
TRADUCTIONS: RODOLFO HERNANDEZ, JEAN-FRANÇOIS GIROUX, LUIS RODAS
CORRECTION: EVE THOMAS
MISE EN PAGE: ROBERTO NIETO

MERCI À TOUS CELLES ET CEUX QUI NOUS ONT OFFERT LEUR APPUI!

POUR NOUS CONTACTER:

À MONTRÉAL:
PROJET ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA
6648 ST-DENIS, MONTRÉAL, QC, H2S 2K9
TÉL.: (514) 495-3131
TÉLÉCOPIE: (514) 495-7965
COURRIEL: PAQG@SUPERNET.CA

À QUÉBEC:
COURRIER: 1180 DE LA POINTE AUX LIÈVRES
#3, QUÉBEC, G1L 4L8
COURRIEL: PAOQUEREC@YAHOO.COM

AU GUATEMALA:
PROYECTO ACOMPANAMIENTO QUÉBEC-GUATEMALA
7A AVENIDA 8-56
EDIFICIO EL CENTRO, OFICINA 14-19, ZONA 1
GUATEMALA CIUDAD, C.A.
TEL.: (502) 251-7357
TELECOPIE: (502) 255-3131
CORREO: PAQG@TERRA.COM.GT

Voici une page pour vous inviter à poser des actions de solidarité simples mais concrètes. Si vous voulez faire un geste de solidarité avec le Guatemala, nous vous encourageons à envoyer une lettre de dénonciation à ceux qui sont au pouvoir, question de leur faire savoir que des gens de partout sont là et suivent ce qui se passe. Dans ce qui suit nous vous donnons des nouvelles sur une ancienne action urgente, il y en a aussi une nouvelle (voir plus bas).

Tout d'abord, merci à Nadia Beaulieu qui a envoyé une Action Urgente à Byron Barrientos, ancien militaire maintenant au pouvoir dans le gouvernement de Portillo, pour dénoncer les actes d'intimidation contre des activistes, et particulièrement contre l'organisation Familles des disparu-e-s, détenu-e-s du Guatemala. Ce dernier a donné en guise de réponse des informations sur les activités de la police...c'est-à-dire, l'arrestation de deux personnes avec un «vidéo volé» (alors que FAMDEGUA s'était fait voler des ordinateurs!). Sa réponse n'est pas satisfaisante à nos yeux considérant qu'il traite essentiellement le cas comme s'il s'agissait de criminalité commune, comme si FAMDEGUA était un lieu parmi d'autres s'étant fait dévaliser. Nous croyons qu'il faut continuer de souligner que les gens de la société civile qui sont engagés dans la lutte pour la justice sociale vivent constamment sous les menaces et que seulement une reconnaissance de la part du gouvernement que c'est le cas serait une réponse adéquate. Conséquemment, en réponse à la lettre de Byron Barrientos, nous vous encourageons à lui envoyer une lettre lui disant qu'il faut placer les choses dans le contexte des actes quotidiens de violence et de harcèlement qui continuent de s'opposer au travail des membres de la société civile. Mentionnez que dans son gouvernement il y a des gens qui sont responsables de crimes contre l'humanité, que ces derniers devraient être jugés en conséquence. Citez le cas d'Efraim Rios Montt en exemple (Adresse postale ci-bas).

Deuxièmement voici une nouvelle Action urgente.

Au verso, lettre en espagnol (photocopiez, signez et envoyez-là à une des adresses ci-bas).

Voici le contexte (à reprendre dans une lettre):

Nous apprenons par les quotidiens guatémaltèques *Guatemala Hoy* et *Prensa Libre*, par L'Alliance contre l'Impunité (Alianza contra la Impunidad), par la Coordination Nationale des Organisations Autochtones (CNOCA) ainsi que par le Comité d'Unité Paysanne (CUC) que de récents assassinats dirigés contre divers groupes travaillant pour la paix et le respect des droits humains ont été commis au Guatemala. Depuis l'établissement d'un gouvernement civil et la ratification des Accords de Paix en 1996, l'escalade de violence envers des membres actifs de la société civile est inacceptable. La fragile émancipation sociale à la suite de 35 ans de conflit armé, imputable aujourd'hui à l'État militarisé, est menacée quotidiennement à travers le pays.

Le contexte d'impunité politique régnant sur le pays et son impact direct sur le niveau de violence et d'insécurité des citoyens guatémaltèques, nous interpelle vivement face aux engagements ratifiés par le gouvernement guatémaltèque. Depuis les trois derniers mois, on constate une augmentation des menaces et des intimidations envers certains leaders communautaires, syndicaux et de défense des droits humains. Rios Montt et Byron Barrientos furent très actifs durant les pires années de répressions au Guatemala; l'un fut chef d'État et l'autre membre de l'Intelligence militaire (G-2) et de la police militaire. Un fait très inquiétant est que tous deux sont encore actifs au sein du gouvernement guatémaltèque. La G-2 fut responsable de milliers de disparitions, de tortures, d'exécutions sommaires et de plusieurs massacres. Plus récemment, elle fut accusée d'écoute électronique des différents dirigeants politiques, syndicaliste et activiste de droits sociaux.

Action recommandée:

Demander au gouvernement canadien qu'il fasse pression sur le gouvernement guatémaltèque afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour arrêter et condamner les agressions envers les individus membres de mouvements sociaux. Les Canadiens avons tous intérêt à encourager la sécurité et la paix sociale. Cela ne peut être possible sans l'entremise de la justice et de l'action sociale.

Dans une conjoncture politique où le gouvernement canadien s'est engagé à appuyer les Accords de Paix de 1996, nous attendons de ce dernier qu'il se positionne en faveur de la population guatémaltèque. Exigez en tant que canadien-ne que le gouvernement appuie la lutte contre l'impunité que livrent divers groupes de droits humains guatémaltèques et internationaux.

Envoyez des courriers postaux, électroniques, télécopies, télégrammes demandant aux autorités canadiennes de faire pression sur le gouvernement guatémaltèque afin qu'il enquête immédiatement ces outrages dirigés contre la communauté pour la défense des droits humains, et de traduire les responsables en justice.

Au Guatemala:

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6a. Avenida 'A' 4-18, Zona 1
Ciudad de Guatemala, GUATEMALA
Fax 011 502 221 4537 ou 011 502 334 1615
E-mail : secgraip@infovia.com.gt

Sr. Gabriel Aguilera, Secretario de la Paz
Secretaria de la Paz
5a Calle 4-33, Zona 1 Ciudad de Guatemala, Guatemala
Télécopie : 011 502 230 1731

Alianza contra la Impunidad
1a calle 0-11 zona 2; Guatemala, C.A.
Tel/fax: 011 502 232 2651
E-mail: alianza@amigo.net.gt

Mayor (R) Byron Barrientos
Ministro de gobernacion
6a Av. 4-64 Zona 4, Ciudad de Guatemala, Guatemala
télécopie : 011 502 362 0239 or 011 502 362 0237
Coronel Juan de Dios Estrada
Ministro de la defensa
Antigua Escuela Politecnica
Av. Reforma 1-45 Zona 10, Ciudad de Guatemala, Guatemala

CERIGUA
2a calle 1-42, zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
tel/fax: 011-502-221-2521
email: cerigua@guate.net

Lic. Adolfo Gonzalez Rodas
Fiscal General de la Republica
Ministerio Publico, 6a Av. 3-11, Zona 4,
Ciudad de Guatemala, Guatemala
télécopie : 011 502 332 1804

Lic. Julio Arango Escobar
Procurador de Derechos Humanos
Oficina del Procurador de los Derechos Humanos de la Republica de Guatemala
12 Avenida 12-72, Zona 1, Ciudad de Guatemala, Guatemala
télécopie : 011 502 238 1734
courriel : opdhg@guatenet.net.gt

Pour les autorités canadiennes:

Ambassadeur Allan Culham
Ambassadeur canadien au Guatemala
13 calle 8-44 zona 10,
Guatemala City, Guatemala 01010
email: gtm1a@dfait-maeci.gc.ca
fax: 011 502 333 6161

Honorable John Manley
Ministre des Affaires Étrangères
Ministère des Affaires Étrangères
Édifice Lester B. Pearson
125 Promenade Sussex
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
courriel: mina@dfait-maeci.gc.ca
Tél.: 613 995-1851
Télécopieur : 1 613 996 3443

Montréal, 29 de noviembre 2000

Estimado Señor Presidente,

Por medio de la presente, deseo transmitirle mi profunda preocupación en cuanto a las constantes amenazas contra activistas de derechos humanos en Guatemala, por parte de personas desconocidas.

Nos hemos enterado de esa situación a través de las noticias difundidas por los diarios guatemaltecos Hoy y Prensa Libre, y los organismos: Alianza contra la Impunidad, la Coordinadora nacional de Organizaciones Indígenas y el Comité de Unidad Campesina.

Le hacemos referencia también a cinco asesinatos cometidos últimamente en Guatemala. En primer lugar, observamos el asesinato de la abogada Maura Ofelia Paniagua Corzantes, asesora del Bufete Popular de la Universidad de San Carlos de Guatemala, activa colaboradora del movimiento de mujeres guatemaltecas. Además, desde septiembre último, fueron asesinados: un miembro del Comité de Unidad Campesina, Teodoro Saloj Panjoj, dirigente en la región de Solóla; dos miembros de la Coordinación Nacional de Organizaciones Indígenas. Mateo Caal, Andrés Cucul y un miembro sindical de la federación sindical de los Trabajadores Campesinos, Miguel Angel Lemus.

Esos actos de violencia son dirigidos en contra diferentes grupos que trabajan por la paz y el respeto de los derechos humanos en Guatemala. Es por ellos que, de manera respetuosa y urgente, solicitamos a usted dedicar toda la atención necesaria afin que las instrucciones sean dirigidas a las autoridades encargadas para que se investiguen y se aclaren todos los casos que se han denunciado. Esta es una obligación del Estado guatemalteco.

Señor presidente, por último queremos manifestarle que solicitamos que se garantice la seguridad de los integrantes de los grupos de derechos humanos así como de cualquier organización que trabaja por el respeto y la paz en Guatemala, que es una condición básica para la continuidad del trabajo de esos grupos.

Lo saluda atentamente

Firma